

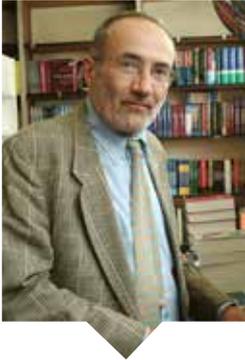


Alors que Noël approche et que cette fête devrait plutôt rimer avec des vœux de paix, les inquiétudes ne cessent de monter au gré de multiples conflits qui se développent en différents points du globe. L'appel a interrogé plusieurs témoins en leur posant cette question :
« Comment peut-on vivre la paix et la fraternité aujourd'hui, dans un monde qui se radicalise dans une logique guerrière ? »

Face à un monde de plus en plus violent...

COMMENT AIDER À LA PAIX ?

Propos recueillis par
Gérald HAYOIS, Michel
PAQUOT et Stephan GRAWEZ



FELICE DASSETTO :
« CONNAÎTRE
L'AUTRE ET
CULTIVER
L'ÉTHIQUE DE LA
DISCUSSION »

Felice Dassetto, professeur émérite de sociologie de l'UCLouvain, s'est notamment intéressé à l'évolution de la population immigrée d'origine musulmane en Belgique, ainsi qu'à la situation au Proche-Orient. *« Je souhaite qu'il y ait une participation plus active des citoyens au système politique. Et, en même temps, que chacun joue son rôle dans le changement pour la paix. Où que l'on soit, il faut nécessairement dialoguer, se parler, et d'abord connaître l'autre. En travaillant sur l'islam en Belgique depuis les années septante, une chose m'avait frappé, c'est qu'il n'y avait pas une grande connaissance de l'autre entre musulmans et non-musulmans, mais beaucoup de préjugés, pas méchants, mais présents. Ou alors on rencontrait une bienveillance un peu naïve. À propos de l'islam, des questions majeures doivent être regardées en face. Il faut surtout s'interroger sur son devenir dans nos sociétés, avec cette prédominance de certains courants plus inquiétants. Il faut le dire, en débattre, mais c'est difficile. J'ai toutefois confiance qu'une certaine rationalité dans la discussion puisse advenir. Il faut cultiver l'éthique de la discussion, même s'il ne faut pas rêver ni s'illusionner. »*

« La religion peut être un facteur de cohésion, d'appartenance à une communauté, un idéal de fraternité et une référence à une transcendance. Mais, en même temps, l'histoire nous apprend que les religions sont souvent exclusives et violentes. Il existe des processus de compétition entre elles puisqu'elles affirment chacune leur vérité, leur universalité, jusqu'au jour où on s'apercevra peut-être que la vérité est autre que celle que nous avons crue jusqu'à présent. Je crois que l'impression dominante aujourd'hui est le désarroi. On a le sentiment que quelque chose nous échappe. Je suis fort sensible à ce que la société civile européenne pourrait faire. Face à ces événements récents, elle ne parvient pas à trouver son rôle à la hauteur des défis actuels. Elle pourrait s'engager beaucoup plus pour la paix qui doit se construire dans le débat, la discussion. On laisse faire, on regarde, on s'inquiète, mais on ne fait pas tellement plus. Les mouvements pour la paix sont formidables, généreux, sans parvenir à vraiment mobiliser. »



**FRÉDÉRIC
ROTTIER :**
« DÉVELOPPER LA
CULTURE DE PAIX
ET RENFORCER
L'ACTION NON
VIOLENTE »

Philosophe et économiste, Frédéric Rottier dirige le Centre Avec, une association d'analyse sociale dont la mission est de promouvoir la recherche du bien commun et l'engagement citoyen. Elle vient de terminer trois conférences au sein d'un cycle "Guerre et paix". *« Nous avons notamment réfléchi à partir de l'Encyclique Pacem in Terris de Jean XXIII (1963). Ce texte très engagé politiquement appelle au désarmement et demande l'avènement d'une forme de gouvernance mondiale. Il aborde aussi les résolutions de conflits en tenant compte des minorités, des populations persécutées ou discriminées, ou en remettant les populations civiles au centre. Parler à partir d'une source commune est intéressant car, dans notre société individualisée, on est souvent amené à avoir une opinion individuelle. Cela permet de croiser les points de vue. Nous avons aussi regardé d'autres sources, comme le droit international ou les principes fondateurs de grandes associations, telles la Croix-Rouge ou Amnesty International. Le gouvernement international, principalement le Conseil de sécurité des Nations-Unies, est vraiment imparfait. En matière de résolution de conflits, si on est puissant et qu'on a le droit de veto - ou que l'on est soutenu par un puissant qui possède ce droit -, on arrive à tout bloquer. Cet inachèvement du droit international est problématique. »*

Dans son analyse, le philosophe invite aussi à distinguer les termes "culture de paix" et "état de paix". *« Dans certaines situations, on pourrait dire qu'il y a un état de paix, parce qu'un vainqueur impose sa manière de voir. En Azerbaïdjan, c'est ce que l'on observe avec le Haut-Karabakh, où les Arméniens fuient leurs terres. Là, on a un état de paix. Par contre, la culture de paix, c'est tout à fait autre chose. Il est possible de poursuivre cette culture même en temps de guerre ou d'occupation : pour cela, il s'agit de renforcer la société civile, les associations, les ONG de paix, et développer les points de vue pluriels au sein d'un même pays. C'est archi-nécessaire en Russie, mais également en Ukraine. On doit, nous Occidentaux, nous Belges, éviter le "campisme", c'est-à-dire une réduction de la complexité de ce qui est en train de se passer en suivant une matrice qui va expliquer ce qui se passe. Deux matrices s'affrontent. Soit on adopte*

“l’impérialiste”, de manière assez traditionnelle, et on ne va avoir aucun souci avec certaines actions de l’Occident ; soit on adopte “l’anti-impérialiste”, et on va regarder l’action de l’Occident comme étant ce qui va générer toutes les réactions ailleurs...”



SARAH VERRIEST :
**« SORTIR
 D’UNE VISION
 BINAIRE ET
 ENTRETENIR UNE
 CITOYENNETÉ
 ACTIVE »**

Responsable de l’animation à Justice & Paix, Sarah Verriest estime que l’on est aujourd’hui plutôt dans une culture de guerre. « Même si ce terme n’est pas mentionné comme tel à l’heure actuelle, on est bien à l’opposé d’une culture de paix. Devant ce fait, les citoyens peuvent se sentir démunis face à l’ampleur des informations que l’on reçoit, via les médias et sur les réseaux sociaux. Devant ce flot continu et instantané, qui brasse tant de conflits en temps réel, on peut ressentir une impression de dépassement et d’incapacité à se situer. »

Dans son approche, Justice & Paix entend aider à la paix grâce à sa démarche de Voir-Juger-Agir. « Voir, c’est déjà pouvoir s’informer. Se rendre compte que des infos existent, que la société civile se documente, organise des conférences et débats pour prendre conscience que les conflits ont des historiques et sont complexes. Cela permet déjà de sortir d’une vision binaire : tel camp, tel adversaire... Ce premier pas exige de pouvoir s’ouvrir à l’inclusion, à la diversité, au dialogue. La deuxième étape consiste à développer une posture critique à partir des informations. Pour nous, la construction de la paix se fait aussi en amont des conflits, avec des mécanismes de résolutions, de diplomatie, de médiations... Il ne faut pas attendre qu’un conflit se déclenche. Les discours de paix et cette ouverture à l’autre sont super importants. La société civile a un rôle très primordial à jouer pour tirer les mentalités vers une culture de paix. La population peut se faire entendre à travers les élus. Le fait d’entretenir la démocratie a pour effet, en Belgique, le fait d’entretenir une citoyenneté active, de créer des lieux de dialogue, de pouvoir voter, manifester, faire entendre sa voix, signer une pétition, trouver des relais politiques. Les citoyens pensent qu’ils ne pourraient pas interpeller les élus et que les choses ne bougent pas. Or ce travail de plaidoyer est possible, même s’il est délicat face à un conflit international et qu’il y a une espèce de frilosité à se positionner par rapport à telle ou telle partie. Le fait que des élus se positionnent pour la paix, pour un cessez-le-feu, engagent des voies diplomatiques, ce sont des choses plus importantes que de ne rien dire ou que de ne rien faire... Je suis assez positive sur cette pression citoyenne. »



**SIMONE
 SUSSKIND :**
**« FORMER LES
 JEUNES, CASSER
 LEURS PRÉJUGÉS
 ET EN FAIRE DES
 AMBASSEURS
 DE NUANCE »**

Fille de réfugiés juifs d’Europe centrale, Simone Susskind a créé, dans le cadre de son ASBL Actions in the Mediterranean, le projet “Israël-Palestine pour mieux comprendre” afin de permettre un échange d’expériences entre jeunes Bruxellois et Bruxelloises autour du conflit Israël-Palestine et de déconstruire les préjugés. « Dans le conflit israélo-palestinien, il y a ce qui se passe sur le terrain et son impact chez nous. Les réseaux sociaux sont une catastrophe. On y raconte tout et n’importe quoi, c’est un outil de destruction massive. Comment pouvons-nous faire passer le message qu’il existe une autre voie ? Nous sommes face à deux narratifs. L’israélien, qui raconte une tragédie, la Shoah, la création de l’État, jusqu’au gouvernement de Netanyahu fortement contesté dans la rue. Et le palestinien, marqué par la nakba, l’exil de sept cent mille Palestiniens en 1948, puis la guerre de 67, la souffrance des réfugiés. Que fait-on avec ces deux narratifs ? »

« Quand il y a une guerre à Gaza, cela explose chez nous, sur les réseaux sociaux, dans les rues, mais personne ne sait de quoi on parle et seuls les extrêmes s’expriment. Je me suis dit qu’il fallait que je travaille avec des jeunes Bruxellois pour leur faire comprendre que c’est plus compliqué que ce qu’ils imaginent. C’est pourquoi, depuis 2014, chaque année scolaire, nous réunissons entre trente-cinq et quarante lycéens de 5^{ème} de trois ou quatre écoles très différentes, qui ne se seraient jamais rencontrés : un lycée de la bonne bourgeoisie, un mélangé et un professionnel, avec des jeunes issus de l’immigration et, en général, musulmans. D’abord, on les réunit afin qu’ils fassent connaissance. Ensuite, on travaille avec eux sur l’histoire du conflit israélo-palestinien qu’ils ne connaissent pas, puis sur l’antisémitisme, l’islamophobie, les droits humains, le droit international, le racisme. Ils sont en effet bourrés de préjugés. »

« Au bout de plusieurs mois, on les emmène en Israël et en Palestine où ils rencontrent des lycéens de leur âge. Ils visitent le musée de la Shoah et un camp de réfugiés en Cisjordanie. Ils rencontrent aussi des représentants des sociétés civiles israélienne et palestinienne qui luttent contre l’occupation, pour les droits humains. La 7^{ème} édition a eu lieu l’année dernière en octobre. Ils ont réalisé des capsules vidéo et des podcasts et un livre dans le cadre d’un atelier d’écriture. Ils ont ensuite été envoyés dans des écoles pour qu’ils partagent leur expérience avec des jeunes de leur âge et deviennent ainsi des ambassadeurs de nuance. » ■

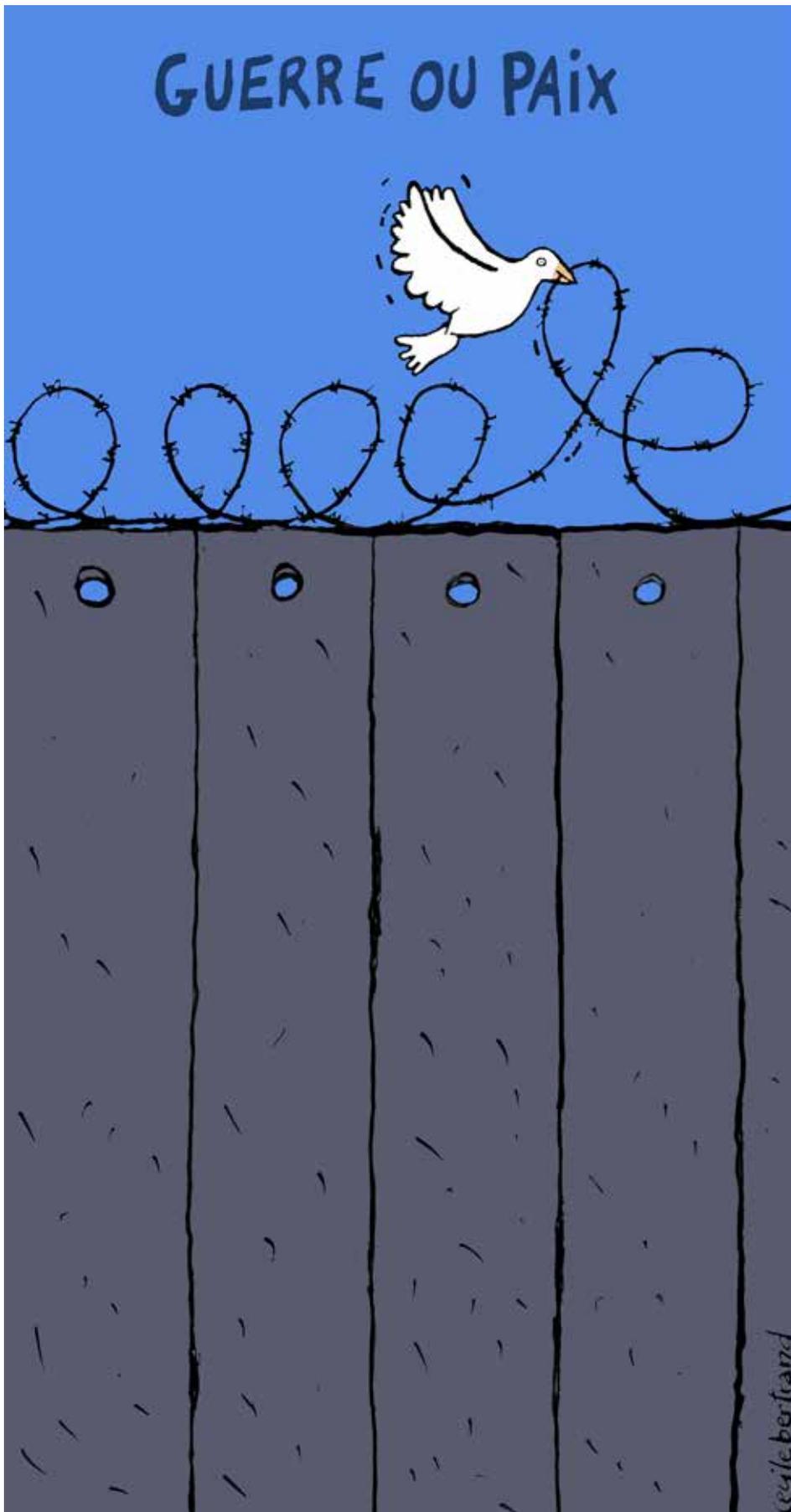
Justice & Paix publiera en décembre 2023
 Le défi de la paix dans l’Union européenne, 10€

justicepaix.be/

Retrouvez les interviews complètes dans Les + de L’appel.

magazine-appel.be/+Le-plus-de-L-appel+

La griffe de Cécile Bertrand



INDICES

INFLUENTE.

L'Église orthodoxe russe a réussi à faire stopper l'impression d'un nouveau billet de mille roubles où, illustrant une situation existant au Tatarstan, on avait représenté une église sans croix à côté d'une tour portant un croissant musulman.



DIACONISÉES ?

Le texte qui, fin octobre, a clôturé à Rome la première assemblée du synode de l'Église catholique évoque notamment la possibilité d'ordonner des femmes diacres, « ces ministres du culte dont le rôle est d'assister les prêtres dans leurs tâches liturgiques ». Mais ce point est celui qui a recueilli le plus de votes négatifs. Quant à la bénédiction des couples homosexuels, elle a tout simplement été rejetée.

DESCELLÉS.

Huit vitraux réalisés par l'abbé Louis Ribes, qui avait agressé des dizaines d'enfants pendant des décennies et est décédé en 1994, ont été retirés de l'église d'un village du Rhône (France) après la mobilisation d'associations de victimes, qui avaient réclamé qu'ils disparaissent du lieu.

INTERDITE.

Le Parlement ukrainien interdit la présence dans le pays de l'Église orthodoxe dépendante du Patriarcat de Moscou. Ce dernier soutient en effet l'invasion russe.